

Études internationales

Vachet, André, *Marcuse : La révolution radicale et le nouveau socialisme. Essai de synthèse*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, Coll. « Sciences sociales », no 11, 1986, 230 p.

Bertrand Nézeys

Volume 18, numéro 4, 1987

URI : id.erudit.org/iderudit/702262ar

DOI : [10.7202/702262ar](https://doi.org/10.7202/702262ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN 0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Nézeys, B. (1987). Vachet, André, *Marcuse : La révolution radicale et le nouveau socialisme. Essai de synthèse*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, Coll. « Sciences sociales », no 11, 1986, 230 p.. *Études internationales*, 18(4), 862–864. doi:10.7202/702262ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1987

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

crise du modèle de régulation keynésien dans les sociétés industrialisées.

Diane Ethier

*Département de science politique
Université de Montréal*

VACHET, André, *Marcuse: La révolution radicale et le nouveau socialisme, Essai de synthèse*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, Coll. « Sciences sociales », no. 11, 1986, 230 p.

La dégradation de la vie sociale et individuelle, thème philosophique par excellence depuis Platon, semble, si l'on en croit André Vachet, avoir repris son cours inexorable après le sursaut de 1968. Vingt ans après, l'auteur de cet ouvrage de dimension modeste essaie de nous fournir l'essentiel de la pensée de Marcuse, dans l'espoir de remettre à la mode une critique totale de la société moderne, principalement de la société capitaliste — puisque le « communisme soviétique » n'est qu'un idéal contaminé... par la rationalité capitaliste — et prônant en principe sa destruction totale.

L'ouvrage présente deux parties. La première, « Civilisation et répression » met en place les concepts clefs dont Marcuse se sert pour construire sa vision de la société capitaliste, concepts dont certains, du moins les plus frappants, ont été largement popularisés par les médias, au point de faire partie un moment de la culture de masse. Si Marcuse n'innove guère en la matière, puisqu'il les emprunte à Hegel, Marx, Freud principalement, on relève qu'il a tendance à les élargir démesurément en les appliquant à la réalité sociale dans son ensemble, qu'il considère comme un « tout intégré ».

Ainsi en va-t-il, par exemple, du terme « aliénation ». Il ne désigne plus seulement le fait que le travailleur soit dépossédé de son travail au profit d'un autre, mais que l'homme lui-même, dans toutes ses activités et pensées, est dans la civilisation capitaliste, pour ne pas dire dans toute civilisation, étranger à lui-

même. Selon A.V., l'oeuvre de Marcuse se contente de constater que « l'aliénation de l'homme moderne est achevée et complète ».

S'il en est ainsi, c'est parce que la civilisation est définie par la répression et que celle-ci, dans la civilisation capitaliste, est parfaitement intériorisée. Elle s'est transmuée en manipulation.

Dans ces conditions, la liberté, ou les libertés, dont l'homme croit jouir dans les sociétés démocratiques (régimes totalitaires déguisés) sont purement illusoirs. Les satisfactions que l'homme peut y obtenir sont celles permises par le système productif, et sont soumises, comme lui, au principe du rendement. Elles n'ont rien à voir avec ses instincts qui constituent, pour Marcuse, à eux seuls l'homme générique.

La société n'est plus alors, dans tous ses aspects, qu'une immense machine dans laquelle le principe de rendement ne se borne plus aux secteurs socio-économiques, mais envahit « la culture et surtout la rationalité elle-même avec la logique, la philosophie, la science — la liste est inépuisable — qui deviennent autant d'instruments de répression et de politisation ». Pour Marcuse, la société capitaliste apparaît dès lors comme la société totalitaire parfaite, puisque chaque élément remplit une fonction précise répondant à un principe unique: le principe de rendement, lui-même avatar dégénéré du principe de réalité.

En bref, la première partie de l'ouvrage peut être résumée en une phrase. La civilisation capitaliste traduit le triomphe du principe de réalité et les satisfactions des individus ne peuvent être qu'illusoirs; elles ne seraient réelles que si elles répondaient au principe de plaisir, ce qui est impossible puisque celui-ci est éliminé *ab initio*.

La seconde partie de l'ouvrage aborde la question de la révolution sociale. La critique totale du système ne peut conduire chez Marcuse qu'à son rejet total. Toute contestation partielle ne peut aboutir qu'à la récupération par le système, autre concept marcusien qui a fait florès. La libération devra être totale ou ne sera pas.

Le niveau atteint par les capacités productives de la société moderne rend possible ce qui, autrefois, était impossible, la satisfaction des besoins de l'homme, la fin de la rareté, mais comme les structures actuelles de la société ont été créées dans et pour une situation de rareté, elles continuent de répondre à cette contrainte en la recréant artificiellement. En d'autres termes, ce qui est possible, la fin réelle de la rareté, est rendu impossible par l'organisation même de la société. C'est « l'impossibilité des possibles ». Par contre, la révolution totale doit, selon Marcuse, rendre effectif ce qui, dans la société capitaliste, est seulement potentiel. On retrouve ici transposé et élargi un argument célèbre de Marx et qui devient chez Marcuse : la société capitaliste a développé des forces productives telles que le principe de plaisir pourrait être satisfait, mais le principe de réalité (rendement), continue artificiellement de s'imposer. Cette survie est assurée par la « civilisation » capitaliste.

Comme on le sait, pour assurer le triomphe du principe de plaisir, Marcuse compte sur les groupes qui, dans la société capitaliste, en retirent le moins de satisfaction, donc qui sont les moins aliénés : marginaux, femmes intellectuelles ; la classe ouvrière étant considérée comme trop intégrée. D'où ensuite, dans cet ouvrage, la présentation des « activités hérétiques » et la description d'une civilisation libertaire et libidineuse, néanmoins sublimée !

L'auteur présente lui-même son ouvrage comme un compte-rendu fidèle de l'oeuvre de Marcuse « prise en elle-même et pour elle-même ». Le texte n'a en définitive qu'un objet : expliciter et mettre en valeur les nombreuses citations extraites de Marcuse. Il s'agit en quelque sorte d'un « Marcuse par lui-même », avec les limites propres à ce genre, notamment l'absence pratiquement totale de toute analyse critique de la pensée du maître. À part deux allusions à des « reproches » adressés à Marcuse, dans le corps du texte, et une présentation très succincte, dans la conclusion, de « quelques voies, présentées par les critiques et adversaires de Marcuse, qui ouvrent peut-être des horizons » (p. 211), la pensée négative de Marcuse apparaît, dans cet ouvrage, comme un monument se suffisant

à lui-même. L'absence de toute critique est d'autant plus curieuse que l'oeuvre de Marcuse se présente comme une critique de toute idéologie et que, précisément, elle fait, ou a fait, figure d'idéologie. On a l'impression que la critique totale se situe elle-même au delà de toute critique.

Par ailleurs, ce type de présentation, en forme de « digest », renforce encore, s'il en était besoin, presque jusqu'à la caricature, l'idée de base du « système marcusien ». Bien que le mot ne soit ici jamais prononcé, la vision de la société capitaliste est celle d'une société parfaitement holiste, c'est-à-dire d'une société dont les individus sont intégralement soumis à ses fins (la productivité) et dont toutes les structures (institutions) ne remplissent qu'une même et unique fonction : garantir la subordination des actions individuelles et collectives à cette fin. Dans cette optique, la société capitaliste est un système parfaitement cohérent, ultra-fonctionnaliste et parfaitement aliénant. Il suffit à Marcuse de montrer que tout ce qui se passe dans le système s'explique par des facteurs à l'oeuvre dans le système lui-même pour en déduire que la subordination est générale. Même l'action individuelle qui se croit autonome est, d'après lui purement sociale, tout simplement parce qu'elle répond à une répression intériorisée. Il va de soi qu'en général, ce type d'explication veut et peut trop prouver. On peut toujours démontrer que dans une société donnée, des facteurs sociaux sont à l'oeuvre derrière toute action individuelle. Le problème est de savoir quels sont ceux qui sont véritablement déterminants, et surtout s'ils sont les seuls.

L'un des avantages, involontaire, de la présentation ramassée que fait A. Vachet de la pensée de Marcuse est que l'on en perçoit immédiatement le caractère holiste, mais aussi les contradictions. Ainsi la société capitaliste est-elle présentée, d'une part, pour les besoins de la critique, comme un tout parfaitement ordonné et fonctionnel, parfaitement « intégrateur ». D'autre part, pour les besoins de la perspective révolutionnaire, on nous assène tout à coup que « jamais les contradictions internes d'un système n'ont été plus violentes ». Si bien que le système est à la fois parfaitement cohérent et parfaitement incohé-

rent, selon ce que l'on veut prouver. Comme la réalité sociale est complexe, ce n'est pas très difficile. Un même phénomène, une même institution, pourront ainsi être utilisés de deux façons. Devant tel conflit, on insistera soit sur la capacité du système à l'absorber, à le résoudre, en montrant éventuellement qu'il ne s'agit en définitive que d'un conflit artificiel, qui dès le départ s'inscrivait dans la logique partielle du système, soit sur les perspectives qu'il offre pour son renversement. De même, la « crise » de l'institution familiale peut très bien être conçue soit comme une plus grande soumission de l'individu au tout, avec la disparition de la « solidarité » familiale, soit comme le début et le signe d'une libération. Même chose pour les institutions démocratiques. Ce sont d'un côté « de grands corps morts, sacrés et encombrants » qui perpétuent la subordination, mais d'un autre côté, ils sont « perpétuellement en crise » (p. 209), ce qui est assez curieux pour des morts !

Tout phénomène est certes ambivalent. Mais ce qui est « gênant » dans la pensée de Marcuse, c'est que chaque aspect du phénomène est envisagé de manière absolue, comme s'il était le seul, jusqu'au moment où l'autre aspect est lui-même considéré dans son « absolu ».

Au total, ce que montre bien ce petit livre, sans le vouloir, c'est que nous sommes confrontés à une pensée critique qui ne doute jamais, qui ne se pose pas de questions mais qui fournit les clefs de la réponse en recourant à des hypothèses *ad hoc*. La réalité ne peut être qu'aliénante, parce qu'elle est une alors que les possibles sont multiples. L'individu est soumis corps et âme au possible de la société. Il n'est jamais envisagé que la société capitaliste puisse offrir, malgré tout, un champ plus large de possibles que d'autres types de société.

Bertrand NÉZEYS

Université de Paris 1, Panthéon-Sorbonne

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

BALASSA, Bela, *Les NPI dans l'économie mondiale*. Paris, Éditions Économica, 1986, 314 p.

Professeur à l'Université John Hopkins et conseiller à la Banque mondiale, Bela Balassa est un des spécialistes les plus reconnus et les plus prolifiques de l'économie internationale. Il a publié plus de deux cents articles et une quinzaine de volumes dont le plus célèbre est sans doute *The Newly Industrialized Countries in the World Economy* (Pergamon Press, 1977) traduit en français par les éditions Économica en 1986. Cet ouvrage rassemble neuf essais consacrés aux problèmes de l'industrialisation et des échanges entre pays développés (PD) et pays en voie de développement (PED). Une attention particulière est cependant accordée aux nouveaux pays industriels, catégorie dans laquelle l'auteur inclut les quinze pays qui disposaient, en 1978, d'un revenu par tête de 1 100 à 3 500 dollars US et dont la part du secteur manufacturier représentait, en 1977, plus de 20 % du produit intérieur brut : Argentine, Brésil, Chili, Hong Kong, Israël, Corée du sud, Mexique, Singapour, Taiwan, Uruguay, Yougoslavie, Grèce, Portugal, Espagne, Turquie, Hongrie, Bulgarie et Roumanie.

Le premier essai, inspiré de la théorie de W. Rostow sur les étapes de la croissance, examine les phases et les stratégies d'industrialisation dans les PED — substitution des importations et substitution des exportations — en mettant l'accent sur les problèmes reliés à l'articulation des politiques commerciales protectionnistes et libre-échangistes au cours de la deuxième phase. Partisan convaincu du libre-échange, l'auteur met en garde les pays en voie d'industrialisation contre le maintien de mesures protectionnistes trop restrictives ou trop sélectives au cours de la phase de développement dite de « substitution ouverte des importations » ou de « substitution des exportations ».

Les essais 2 et 3 comparent les orientations économiques des nouveaux pays industriels (NPI) face aux contraintes extérieures